

•Avril/Juin 2019 • Numero 166•  
• L e s P u b l i c a t i o n s d e La Gauche  C a c t u s ! •

www.la-gauche-cactus.fr/SPIP

/

**Gauche : Rien ne Va Plus, Fini de Jouer**

Au Sommaire de ce numero

Les urnes ont rendu leur verdict : une fois de plus, la gauche a pris une baffe en France lors de l’élection des députés au parlement européen. L’édito de Jean-Luc Gonneau (J’avais envie d’écrire à Jean-Luc Mélenchon) y fait allusion en évoquant plus particulièrement le cas de la France Insoumise. Europe toujours, Michel Rogalski (in Le plafond de verre de l’Europe) nous livre une analyse éclairante des différentes postures des familles politiques face à l’Europe et de leurs impasses. On retrouvera Michel Rogalski (Un monde aux ressources finies ?) dans une tribune qui relativise la supposée finitude des ressources naturelles du monde. Deux textes parus dans la revue Recherches internationales qu’il dirige.

Comme on s’y attendait, le «grand débat national», que nous avons traité dans notre numéro précédent, a fait pschitt. Donc, on n’en parle plus. Par contre, moins évoquée par la « grande » presse que le mouvement des gilets jaunes, la mobilisation de la jeunesse s’intensifie. Yann Fiévet s’y intéresse dans La jeunesse contre le vieux monde. Comme quoi, si le vieux monde n’a pas de souci à se faire avec Macron, il en a davantage avec les jeunes.

Jean-Pierre Lefebvre a lu Le capitalisme face à son déclin, écrit par un collectif sud-américano français, paru aux Editions Critiques et nous en fait un commentaire, critique lui aussi, qui intéressera notamment celles et ceux qui s’intéressent au modèle chinois de développement, mais pas que.

L’une des rares bonnes surprises de la campagne de l’élection européenne aura été la place relativement modeste de la «question» migratoire, sujet propice aux pires débordements. Dans son texte, sobrement intitulé Immigration, Jacques-Robert Simon resitue le sujet dans ses contextes historiques, sociologiques et politiques. Une approche stimulante.

Trop tard ! Le temps passe vite, la vie aussi, celle d’Hervé Mesdon a pris fin voici un peu plus de deux ans, mais nous avons encore dans nos tiroirs quelques unes de ses nouvelles que nous vous proposons de déguster, car il n’est jamais trop tard pour le faire. Comme d’hab’ des bonus illustrés : deux photo-montages glanés dans le toujours réjouissant «Journal people» de Benoist Magnat. Et une œuvre de John Willems, malicieuse et un brin perverse.

* Edito : J’Avais Envie d’Ecrire à Jean-Luc Mélenchon

###### Par Jean-Luc Gonneau

L’envie m’en a pris voilà deux semaines, puis je me suis dit que mieux valait attendre le scrutin européen. C’est fait. Donc, je pense que je vais lui écrire. Je commencerai par mettre les points sur certains i. D’abord, je suis Jean-Luc avant que Mélenchon le devienne, que ce soit bien clair. Ensuite, j’ai voté lors de ce scrutin pour la liste de la France Insoumise, parce que je suis de gauche et que, quoi qu’en disent certains galopins de LFI, cela a toujours, et aura toujours un sens, alors que peuple en a plusieurs. Et parce que le programme de LFI me convenait. Message à ces mal-comprenants ou faisant style de l’être : dire qu’il faut sortir des traités européens pour changer l’Europe n’est pas un blasphème mais une évidence. Et dire que c’est impossible est une démission. Ne pas changer les traités, c’est se condamner ad vitam à subir les diktats du libéralisme, mot bon chic bon genre prisé par le Touquetissime Macron ou le Versaillissime Bellamy pour masquer le concret de la chose : les diktats des lobbies financiers internationaux. Oui, il faut entrer au Parlement européen pour œuvrer à la sortie des traités actuels. Oui, la France doit œuvrer en ce sens. Et c’est bien mal parti.

Cela dit, j’ai l’intention de dire à mon cadet Jean-Luc qu’il a accumulé les maladresses depuis quelques mois. Où est passé l’enthousiasme à la fois argumenté et taquin des premiers mois du groupe parlementaire LFI ? Et ces émissions sur youtube, genre causeries au coin du feu, où JLM apparaissait affable, ne négligeant pas les pointes d’humour qui le distinguent tant des innombrables culs-serrés du monde politique et des quelques balourds qui confondent humour et blagues de comptoir, tout cela au service d’analyses à la fois précises et percutantes, d’une impeccable pédagogie au service d’une cohésion politique peu commune ? Cela nous rassurait, après un passage à vide post présidentielles que l’on peut comprendre.

Et puis vint le déluge, le piège des perquisitions se refermant suite à aux réactions tonitruantes et disproportionnées que l’on sait. On peut comprendre que ces perquisitions soient perturbantes, inappropriées, volontairement provocatrices. C’était là le piège. Balayer les sarcasmes avec le plumeau de son indifférence, telle était la solution. Et puis le retour des invectives à la presse, dans son ensemble ou au cas par cas (le cas par cas le plus vindicatif s’dressant d’ailleurs davantage aux sans-grades des gratte-papiers qu’aux ténors du verbiage, qu’il est de bon ton de nommer «éditorialistes». Et puis Le Média, créé en fanfare, joyeuse, et qui se transforme en mauvais remake du Femmes au bord de la crise de nerfs de Pedro Almodovar. Et puis cette « fascination » pour le gilet jaune Eric Drouet (pourquoi lui ? Sans aller jusqu'à la fascination, le discours d’une Ingrid Levavasseur était autrement mieux structuré). Et puis quelques exclusions ou mises à l’écart dans des conditions peu claires et parfois brutales, la mise en sommeil de cet «espace politique» mis en place lors de l’élection présidentielle, où étaient représentés les courants issus d’autres formations, notamment du PCF, et l’arrogance sinon de JLM du moins de son entourage vis-à-vis d’autres organisations de gauche. Il me revient à ce sujet une réunion à Montreuil de militants d’Ensemble et du PCF prêts à soutenir JLM pour la campagne présidentielle. LFI y délégua Alexis Corbière, futur député du coin. Résumé, brutal lui aussi, de son intervention. Je ne suis pas là pour négocier quoi que ce soit. Vous nous suivez ou vous restez sur le bord de la route. Il est vrai qu’Alexis n’a jamais fait dans la nuance.

Evidemment, la presse, très largement aux mains, comme le souligne à juste titre JLM, des plus gros intérêts capitalistes du pays, a fait ses choux gras de ces navrantes péripéties. Mais à quoi pouvait-on s’attendre ? Quand on fait des bourdes, il est fréquent qu’on les paye, et plus fréquent encore, quasi inévitable, si on représente une menace pour les intérêts politico-financiers en place. Que faire : errare humanum est, perseverare diabolicum, et là, le perseverare est un brin pesant. Plus de perseverare ? Plus d’homériques colères publiques ? C’est promis ? Balayer les sarcasmes, il n’y a que ça de vrai. Utiliser l’humour, comme tu sais le faire, il n’y a rien de tel.

Attendez, ce n’est pas tout. L’anecdote de la réunion de Montreuil évoquée précédemment a effleuré le sujet de la convergence des forces (maigrelettes en ce moment) de gauche. Il n’a pas échappé à nombre d’observateurs que lors des très récentes élections européennes, les programmes des listes LFI, PCF et Génération.s étaient compatibles à, disons, 90%. Tous comptes faits une fois les résultats connus, le total dépasse 12%. Ce n’est pas lourd, mais ce n’est pas nul. Une douzaine de députés au lieu de six. Ce ne fut pas. Reconnaissons ici que les torts sont partagés entre la volonté identitaire du PCF, la volonté égotique de Génération.s, la volonté hégémonique de LFI. Mais il eût peut-être fallu comprendre qu’après la tentative d’assassinat, presque réussie, de la gauche en France par les Hollande, Valls (dont nous saluons ici la claque prise à Barcelone et compagnie, le score de JLM ouvrait quelque espoir à la gauche française (donc au peuple). Il fallait pour cela rassembler et pas exclure. Rassembler nécessite un peu de tambouille, certes, et tu n’en voulais pas. Sauf que la tambouille à LFI, ça existe. Un mouvement gazeux, disais-tu ? C’est dangereux, le gaz, ça peut péter à la figure et brûler grave. Et ça peut cacher un fonctionnement qui est loin d’être exemplaire (voir plus haut).

Tout est à revoir dans les structures et le fonctionnement de LFI, tout est à repenser dans ses relations avec les autres forces de gauche. Les élections municipales sont proches et l’une des faiblesses de LFI tient à son modeste réseau d’élus. Il en faut plus, et ce n’est pas en partant seul à la bataille que LFI y parviendra. LFI a besoin d’un PCF qui se requinque, d’électeurs socialistes qui demeurent fidèles à la gauche, d’organisations écologistes qui ne soient pas macron-compatibles, comme risque de le devenir EELV, à l’instar d’autres partis Verts européens. Jean-Luc Mélenchon est probablement le plus cultivé de nos hommes politiques (ce qui n’est pas difficile, ricaneront les plaisantins), l’orateur le plus convaincant, sans doute le plus cohérent au niveau de ses propositions. Dans son entourage figurent de réels talents (Charlotte Girard, Clémentine Autain, François Ruffin, Adrien Quatennens…) même s’il y a aussi quelques bourrins. Il serait dommage que cela soit gâché par des impétuosités inopportunes et par cette espèce de bunker gazeux (quelle trouvaille !) qu’est devenue la France insoumise.

* Le Plafond de Verre de l’Europe

*Par Michel Rogalski*

Les élections européennes s’annoncent plus marquées qu’à l’habitude par une multitude de listes. Néanmoins cette « offre politique » variée ne fera pas déplacer massivement les électeurs qui continueront à les bouder. Considérées comme des élections de second rang, elles sont traditionnellement délaissées alors même que l’Union européenne est fréquemment dénoncée comme la source de nombreuses contraintes. Organisées à la proportionnelle à un tour, la notion de vote utile est peu prégnante même si l’élection du président de la Commission européenne peut en dépendre.

Tout a été fait depuis longtemps pour diffuser, mais grand succès, le sentiment européen et faire ainsi croire qu’il s’agissait d’un super État, mais que telle une bicyclette il ne devait jamais s’arrêter d’avancer sauf à tomber. Harmoniser et intégrer furent les maitres-mots quand bien même selon Jacques Delors il ne fallait pas hésiter à avancer masqué. Mais on n’a jamais su vers quoi. Tous les attributs étatiques furent mis en œuvre : drapeau, hymne, siège vendu comme capitale, monnaie unique, Parlement, Exécutif, Tribunaux, …). Cela fait une somme statistique agrégée non-négligeable, mais cela reste une énorme structure interétatique peu lisible et appuyée sur un grand marché dont les entités rentrent en concurrence et s’affrontent sur des marchés tiers.

Il ne faut donc pas s’étonner que les élections d’un Parlement européen dépourvu du pouvoir d’élaboration législative jouent essentiellement dans les pays membres un rôle de marqueur idéologique reflétant des rapports de force qui permettront de s’affirmer à l’occasion d’élections nationales futures. Bref, on se compte pour le tour suivant en «nationalisant» l’enjeu des élections quitte à délaisser l’objet principal de la consultation. L’Union européenne paie là la rançon de ses travers non-démocratiques, de son côté distant et opaque et surtout du peu de cas qu’elle témoigne de l’opinion des électeurs. On sait maintenant que quand on vote mal, il faut recommencer. Les Français, les Hollandais et les Islandais en ont fait l’amère expérience. Quant aux Grecs, Jean-Claude Juncker leur a expliqué qu’il n’y avait pas de démocratie contre les Traités votés. Les Britanniques commencent à comprendre qu’ils n’auront le choix qu’entre un faux-Brexit ou un nouveau vote. Si on ajoute à cela les promesses réitérées mais jamais tenues d’Europe sociale ou d’Europe qui protège contre la mondialisation, on comprend mieux la méfiance instinctive contre cette institution si longtemps présentée comme solution et désormais perçue comme problème.

Il n’en reste pas moins qu’environ la moitié des électeurs mobilisés pour la dernière présidentielle s’exprimera. La défection sera plus forte chez les jeunes. À part l’abstention massive mais passive qu’il serait hasardeux d’interpréter, la campagne, très lente à démarrer témoigne d’un éventail de postures, certains partis empruntant à plusieurs à la fois.

• La première posture consiste à proposer la sortie de l’Union européenne considérant que toutes les critiques qui lui sont adressées sont sans appel. Il s’agirait d’organiser un Frexit à l’image de ce qui s’est passé au Royaume-Uni. Les modalités sont rarement précisées. Certains veulent la compléter par une sortie de l’OTAN et contester l’orientation trop «occidentale» de la diplomatie française. Jusqu’à présent cette approche, portée par des leaders peu connus ou jugés peu fiables n’a rencontré qu’un faible écho. On aurait néanmoins tort de considérer comme négligeable cette posture pour au moins deux raisons. D’abord, parce qu’il existe un large écart entre l’adhésion à ces listes et les réponses apportées à des sondages répétés sur la sortie de l’Union européenne. Comme si cette démarche manquait d’un porte-parole crédible capable de remplir l’espace en jachère probablement nourri aujourd’hui par la forte abstention. Ensuite, parce que cette position ne pourrait s’incarner qu’à travers une procédure référendaire dont on sait, que lorsqu’elle a été testée, elle a toujours désavoué l’Europe.

• La deuxième posture ne s’inscrit pas dans une démarche anti-européenne mais part de l’idée que le rapport à l’Europe est essentiel pour assurer la crédibilité de la mise en œuvre d’un programme national. De ce point de vue, il est admis tout à la fois que l’empilement des Traités européens constitue un carcan sur lequel tout programme de gauche échouera et qu’il n’y aura pas de «grand soir» européen permettant à une «autre Europe» d’émerger rapidement. Bref, l’Europe telle qu’elle devenue constituerait un verrou s’opposant à tout changement social d’ampleur. Comment ne pas répéter les expériences passées de la gauche, celle d’un Mitterrand cédant au bout de deux ans, d’un Jospin en trois semaines et d’un Hollande en deux jours aux injonctions de Bruxelles ? Il faut vite renégocier les Traités. Mais le verrouillage institutionnel laisse peu d’espoir. La seule chose qui effraierait Bruxelles serait la crainte d’un départ. Négocier en brandissant la menace d’une sortie n’est crédible que si l’on peut persuader le partenaire qu’on est prêt à la mettre en œuvre. Or cela n’appartient pas au logiciel de départ. Cette approche n’est pas celle d’une sortie, mais d’une Europe permissive d’une aspiration des peuples et pouvant même l’accompagner. Il ne reste alors que la voie d’une préparation à la résistance, au bras de fer et à la désobéissance et au refus d’appliquer les injonctions de Bruxelles. La campagne est un moment de s’y préparer.

• La troisième posture est devenue un boulevard sur lequel tout le monde se bouscule. L’Union européenne devenue tellement impopulaire, il convient de dire qu’on veut la refonder. Certains de façon plus homéopathique que d’autres. Cela n’engage peu puisque c’est l’optique d’un temps long qui est privilégiée. L’effort intellectuel et imaginatif reste d’autant plus faible que l’exercice se contente bien souvent de décliner au niveau européen les options nationales privilégiées de longue date, considérant en quelque sorte que l’Union européenne s’apparente à un pays déjà constitué, ce qui évite de poser la question du rapport de chaque État-membre à l’institution. L’espoir est de peser à travers des alliances opérées au sein du Parlement pour influencer ses décisions, voire pour les plus rétifs aux orientations de l’Union européenne, de prendre appui sur des États qui sont les plus hostiles à Bruxelles, ceux-ci n’étant plus seulement installés dans l’Est de l’Europe.

• La quatrième posture consiste à défendre bec et ongles la construction européenne telle qu’elle se fait, tout simplement parce qu’elle est devenue une magnifique mécanique au service de tous ceux qui se retrouvent à l’aise dans les politiques libérales qu’elle promeut. Certains vont même jusqu’à lui proclamer leur amour ou souhaiter un saut fédéraliste. Ils apprécient en réalité sa capacité à réduire l’amplitude du balancier politique en imposant aux pays-membres de rester dans le « cercle de la raison ». C’est une assurance tous risques contre le changement social. C’est le plafond de verre dont les bourgeoisies ne pouvaient que rêver. Elles ont trouvé dans cette Europe leur marqueur identitaire et ne veulent surtout pas en changer. On comprend que cette approche sera privilégiée par les gagnants du libéralisme mondialisé dont la construction européenne constitue la réalisation la plus avancée.

• La cinquième approche consiste à «nationaliser» le débat en le transformant en referendum contre les pouvoirs en place. La nature à l’Union et son rapport à celle-ci s’escamotent pour laisser place à des affrontement plus traditionnels permettant de minorer l’européanisation de la vie politique lourde de clivages nouveaux difficiles à maîtriser. L’inclinaison gagne la plupart des partis, même ceux qui ont le plus peaufiné leur programme européen. C’est à qui arrivera en tête ou s’imposera dans son camp. Ce qui se joue c’est la suite. Il est d’autant plus difficile d’échapper à une telle aimantation que ces élections se déroulent à mi-mandat et évoquent des «mid-terms» à l’américaine qui sont devenues l’occasion de mesurer le rapport des forces.

Chaque liste émargera à plusieurs postures à la fois. Pour l’essentiel les clivages dessinés à l’occasion du referendum de 2005 sur la Constitution européenne hantent toujours les esprits et structurent les attitudes même si depuis lors de nouveaux événements sont apparus : l’échec de l’euro à faire converger les économies, à accélérer l’intégration et à rendre la zone prospère ; l’empilement de Traités ligotant de plus en plus les marges de manœuvre et imposant des politiques d’austérité ; une crise migratoire dévoilant l’impossibilité de dégager une attitude commune tant les perceptions sur le sujet étaient divergentes ; enfin l’attitude de Bruxelles vis-à-vis de la Grèce ou du Brexit révélant du peu de cas du choix des peuples et leur signifiant le prix à payer pour tout écart insupportable. Faut-il s’étonner dès lors que certains pays adhèrent à des modèles de démocratie illibérale si le seul visage alternatif reste celui d’un libéralisme autoritaire ?

On ne peut se résigner à un tel choix portés par ceux qui se désignent frauduleusement comme «nationalistes» ou «progressistes».

*Paru dans la revue Recherches internationales (http://www.recherches-internationales.fr)*

* La Jeunesse contre le Vieux Monde

*Par Yann Fiévet*

Le vieux monde n’en finit pas de s’accrocher à ses vieilles lunes, celles qui ont fait un temps sa fortune mais le poussent désormais vers un abîme insondable. Le vieux monde ici désigné est celui qui croit mordicus que son avenir réside toujours dans les feux ardents d’une Croissance infinie quand la plupart des ressources disponibles sont finies. Il s’agit du monde des «pays avancés», celui des économistes orthodoxes qui ne jurent que par l’extension des marchés pour l’avènement prochain du Marché total quel qu’en soit le coût social et environnemental. C’est aussi celui de tous ceux qui suivent aveuglément cette dévorante folie. Malgré les nombreuses et pertinentes dénonciations de ce monde sans cesse maladroitement ripoliné les inégalités sociales criantes y persistent ou y prospèrent. De COP en COP le péril climatique grandit. Cependant, 2019 pourrait marquer un tournant : voilà que la jeunesse semble vouloir se dresser contre l’incurie générale. Une poussée inattendue mais probablement pas sporadique.

La jeunesse, dit-on, est le temps de toutes les impatiences. Pourtant, devant la vitrine rutilante dressée par la société consommationiste et habilement promue par la propagande publicitaire il pouvait sembler que les impatiences juvéniles étaient opportunément contenues ou détournées vers des fins ludiques ou bassement mercantiles. Cependant, le feu couvait doucement depuis longtemps déjà ici ou là sans néanmoins réussir à entamer la sérénité des défenseurs acharnés du modèle en place. Soudain, sous un printemps particulièrement précoce cette année, lycéens et étudiants décrétèrent la grève des «vendredis pour le climat». Le mouvement nouveau trouva un premier aboutissement le vendredi 15 mars dernier avec une mobilisation dans 120 pays, dans 2200 villes, rassemblant plus d’1 million de jeunes, dont 150 000 en France, autour d’une revendication commune : d’une part le respect de «l’accord de Paris» signé à l’issue de la COP 21 en décembre 2015 et d’autre part un sursaut profond des Etats qui ont si peu agi depuis l’engagement de Paris. Une telle mobilisation internationale des jeunes pour le climat est inédite. C’est une première, il y en aura d’autres assurément.

En France, le ministre de l’Education Nationale, Jean-Michel Blanquer, a commencé de s’inquiéter lorsqu’il a constaté l’empilement des vendredis climatiques. Cela fait désordre ! Cela ne cadre pas avec l’ordonnancement de la Nouvelle Ecole de la République qu’il entend orchestrer seul tel un second Jupiter. Alors, il donna ses consignes : le prochain vendredi les professeurs devront, dans leurs établissements respectifs, organiser des débats sur le climat. Ramenons à la raison ces lycéens livrés à eux-mêmes dans nos rues. Normalisons ! Normalisons ! Ce que paraît ignorer M. Blanquer c’est que nombre de professeurs ne l’ont pas attendu pour instruire des enjeux de la crise climatique les jeunes têtes blondes et brunes qui leur sont confiées. D’ailleurs, ce n’est sûrement pas tout-à-fait par hasard si maintenant ces jeunes, conscients des périls et de l’apathie criante des gouvernants, se rassemblent à l’extérieur des bahuts. Ne le disons tout de même pas trop fort. En ces temps de police blanquérienne de la pensée les profs pourraient devoir rendre des comptes pour avoir fait simplement leur devoir de citoyens formant de nouveaux citoyens. Décidément, M. Blanquer appartient tout entier au vieux monde.

Et, le vieux monde partout résiste. L’université PSL-Paris-Dauphine va ouvrir en septembre prochain une licence consacrée au développement durable qui sera intégralement soutenue par un «mécène» unique, BNP-Paribas. Le montant de la convention qui courra sur cinq ans n’est pas mince : près de 8 millions d’euros. Cette formation a été mise sur pied en un temps record, dit-on à Paris-Dauphine, afin de «répondre à l’urgence du défi climatique». Elle accueillera trente étudiants. Cette entreprise ne se déroule pas sans remous : un collectif d’étudiants, baptisé «PSL contre-attaque», s’est créé illico. Il entend dénoncer les termes du partenariat pour le moins opaques. La forte intervention d’entreprises privées dans des formations qui vont dans leur intérêt, puisqu’ils vont pouvoir recruter ceux qui auront été formés grâce à elles, est pour le moins dérangeante. BNP Paribas tente, ici comme ailleurs, d’afficher un visage *éco-friendly.* Le collectif n’entend pas aider la banque à reverdir son image, elle qui continue de financé massivement les énergies polluantes. cette histoire montre aussi à quel point PSL fait fi de la démocratie. «Nous n’avons aucune information sur le contenu précis des cours qui seront dispensés». Les inscriptions ont démarré comme prévu le 6 mars mais Pour le moment, en raison du climat de tensions, le nom des professeurs qui enseigneront dans cette licence est tenu secret, tout comme le contenu précis du cursus. ce qui choque particulièrement les opposants à ce projet est qu’il cristallise toutes les évolutions et les dangers qui guettent l’université française. Une enseignante à Dauphine, membre du comité de lutte, résume le sentiment général : «Cette licence financée par BNP est le cheval de Troie d’une série à venir. L’État ne paye plus, donc le privé vient à la rescousse. On est obligés de se conformer à leurs conditions. C’est effrayant.» Sur le plan philosophique, les opposants dénoncent la «marchandisation du savoir». Certes, ces mécénats ne sont pas nouveaux, diverses universités agissent ainsi, mais «c’est la première fois qu’un cursus de licence est financé par un mécène unique.»

On le comprend, les plus grands profiteurs des règles régissant le vieux monde ne vont pas se laisser déposséder facilement de leur pactole. En cela la question n’est pas que climatique. Elle est tout autant sociale et politique. Aux jeunes générations il incombe ainsi de joindre au combat pour la justice climatique le combat pour la justice sociale. C’est bien dans cette jonction impérative que vont résider les combats politiques à venir.

* Lire : Le Capitalisme Face à son Déclin (Editions Critiques)

*Par Jean-Pierre Lefebvre*

Ecrit par plusieurs universitaires latino-américains et le chercheur du CNRS Rémy Herrera, spécialiste de la Chine, un livre à l’optimisme non inutile puisqu’il envisage un rééquilibrage mondial grâce à la Route de la soie, présentée comme une sortie de l’impasse de la mondialisation américaine, inégalitaire et agonistique, par l’édification d’un nouveau système financier mondial qui s’appuierait sur la crypto-monnaie échappant à la tutelle des organismes financiers privés, versus le pétro-yuan-or, remplaçant le dollar comme monnaie mondiale. Il distingue la forme de la valeur - la monnaie sans support matériel - de son contenu : la fabrication de plus-value dans les usines des BRICS, gonflant le salariat au sein duquel les prolétaires intellectuels seront de plus en plus nombreux. Il sous-estime sans doute le rôle économico-politique de l’Europe, porteuse de siècles de progrès humanistes et libertaires, qui, si ses forces de gauche triomphaient des populismes grâce à un logiciel socialiste enfin adapté, pourrait devenir un levier puissant pour une entente mondiale progressiste, capable de poursuivre l’aventure humaine.

La perspective est ainsi marxiste et optimiste, pour autant qu’on garde le postulat d’une excellence du modèle chinois : si depuis 1978 l’utilisation combinée du marché et de l’Etat a pu dans les faits libérer un milliard d’être humains de la pauvreté, ce logiciel néglige semble-t-il le revers de la médaille chinoise, la négation complète des acquis humains de la démocratie libérale, lesquels, qu’on le veuille ou non et avec certes toutes leurs limites et déformations, restent bien le monopole du Nord. Les projets cybernétiques du contrôle individuel par le Big Brother comme le sort des Ouïgours ne sont guère rassurants de ce point de vue, bien qu’on puisse espérer un réveil de la Chine cultivée, dans la mesure où elle n’accepterait plus d’être privée des droits de l’homme. Question ouverte. Le fait de considérer que le développement économique chinois daterait de Mao fait de ce point de vue fi de la vérité historique quand chacun sait que l’appareil statistique triché du socialisme «réel» rendait plus que douteux les rythmes antérieurs de développement annoncés ! Le grand bond en avant et la révolution cultuelle ont bien été des catastrophes obscurantistes et antisociales. 4 voyages Chine, en 1989, 1992, 2000, 2005, m’ont en effet révélé de visu le basculement extraordinaire de la vie quotidienne en 20 ans, (un milliard d’êtres humains sortis de la pauvreté, excusez du peu !) à partir de la révolution économiquement libérale de Teng Tsiao Ping de 1978.

Sur le plan théorique il semble que ce petit livre ait ignoré les dangers du phénomène bureaucratico-étatique dont pourtant Marx voire Lénine et nombre de marxistes critiques, avaient prévu les dangers parasitaires, confirmés par l’histoire dramatique du socialisme réel, y compris en Amérique Latine chez Castro et Maduro. Si la recomposition des alliances de la domination du monde est bien une donnée indispensable à toute solution à l’avenir pour un monde qui éviterait le néofascisme, et si nos auteurs dessinent une issue macrosociologique possible, la question de la propriété collective, réelle ou non, des moyens de production reste bien centrale comme celle de la démocratie politique : qui dirigera l’Etat, les usines et les banques, les apparatchiks - parfois millionnaires - du PCC ou la population elle-même, maîtrisant l’autogestion et le dépérissement de l’Etat, comme y appelait Marx après la Commune ? Elinor Ostrom, prix Nobel, a rappelé la fiabilité opérationnelle des «communs». Malgré toutes leurs tares, les capitalistes savent avec le marché maîtriser le fonctionnement des entreprises productrices de plus-value, ce que l’Etat n’a jamais su faire nulle part !

Aucune solution d’avenir sans se préoccuper de la question décisive de la propriété privée des moyens de production qui est à la source des dérives délétère de la société du profit. Leur propriété sociale authentique - l’autogestion - étant le remède jamais vraiment encore expérimenté. L’orientation présente des dirigeants autocratiques chinois ou russes (!) qui s’appuient sur leurs oligarques, peut aussi bien être interprétée comme parallèle à la vague réactionnaire, nationaliste et ploutocratique mondiale, de Salvini à Orban, Trump, le Pen et autres néo-fascistes (la solution finale en moins, pour des raisons politiques évidentes). Cette vague est encouragée sinon crée par la déplorable habitude des social-démocraties de rejoindre, une fois au pouvoir grâce à une démagogie socialiste préélectorale, les pratiques capitalistes les plus cyniquement sordides. (Mitterrand, Hollande, Schmidt, Blair, Renzi, Clinton, etc.)

S’il évoque le péril écologique, le livre ne se soucie pas de l’urbanisation capitaliste qui est pourtant son socle, le cadre physique de son irruption, comme à l’inverse, un urbanisme à visage humain serait le préalable à toute bonne vie quotidienne réconciliant l’homme avec une nature préservée. La voie hyperdense de Hong Kong ou de Singapour, suivie aveuglément par le PCC, a produit une méga densité stupide et oppressive qui se révèle invivable. Mes contacts dans les années 80 avec les urbanistes et politiques de Pékin, Shanghai et Canton ont été hélas infructueux : on me répondit alors que les réalisations sociales de Renaudie en banlieue parisienne seraient certes intéressantes pour la Chine mais pas avant quarante ans ! Comme s’il était innocent d’avoir à démolir les mille grattes-ciel construits entre l’hôtel de ville et l’aéroport de Shanghai, cette goutte d’eau dans la folle urbanisation chinoise ! Ils figent en effet une mauvaise vie, image physique, cristallisée, de l’aliénation capitaliste en assurant sa reproduction.

La question est : pour promouvoir un monde socialiste réalisant la bonne vie, l’analyse réaliste de la situation économique et financière mondiale est certes nécessaire, pour autant, elle ne peut se dispenser de celle des erreurs politiques du socialisme réel qui l’ont conduit partout à l’échec tragique. Le tout-Etat est aussi catastrophique que le tout-marché. Il faudrait donc bâtir une utopie sociale inédite, viable, partant du réel et la proposer au peuple pour qu’il crée ses organisations capables de porter son hégémonie. Les divers mouvements populaires, libertaires, certes momentanément défaits, qui ont saisi le monde arabe ou l’Europe et les Etats Unis ces dernières années, tendent à le confirmer : La solution est politique, depuis 1968, elle s’appelle l’autogestion des usines et des Etats, depuis la base populaire, les ateliers, les quartiers, les ronds-points !

En espérant qu’elle l’inscrive clairement à son programme, voter LFI aux européennes !, faute de mieux.

* Un Monde aux Ressources Finies ?

*Par Michel Rogalski*

On se souvient qu’en 1972 les prévisions du premier Rapport du Club de Rome annonçaient, dans un futur proche de quelques décennies, l’épuisement des matières premières essentielles nécessaires à la bonne marche de l’économie. C’était la première grosse alerte provenant de milieux scientifiques sur le caractère insoutenable de la croissance devant aboutir à un rapide effondrement du système économique. Las, ces prévisions se sont avérées douteuses, ce que dut reconnaître le Club de Rome en publiant quelques années plus tard un second rapport insistant sur toute autre chose : la capacité de charge des écosystèmes, donc sur les excès de la pollution et leur menace pour la survie de l’espèce humaine. Le réchauffement climatique qui n’était pas pointé à l’époque est ainsi devenu depuis lors l’une des principales hantises.

Les alertes se multiplièrent et l’on vit surgir la menace d’un « pic pétrolier », c’est-à-dire le moment où l’offre annuelle de pétrole ne pourrait plus satisfaire les besoins. Aubaine pour les *lobbies* nucléaires qui se firent les relais actifs de cette théorie. Là encore les prévisions ne se réalisèrent pas. La demande continua à progresser et rencontra une offre suffisante à la satisfaire. Quelques fluctuations des prix du baril surgirent, propres à la particularité de ce marché, mais sans que l’on ne puisse jamais parler d’épuisement de cette ressource.

Ces cafouillages proviennent d’une incompréhension répandue. C’est l’idée que la planète contiendrait une quantité finie de ressources et que l’homme finirait par l’épuiser. Si l’on parle, à juste titre, de finitude de la planète, ce n’est pas parce que ses ressources seraient bornées, mais au contraire parce que leur usage intensif constituerait une source de pollution et de dégradation des écosystèmes qui rendrait toute vie impropre à l’espèce humaine. La menace de réchauffement climatique ne s’est jamais expliquée par la raréfaction de ressources mais au contraire par une utilisation démesurée de celles-ci, en particulier de celles d’origine fossile, et susceptible d’émettre des gaz à effet de serre. C’est pourquoi l’essentiel des travaux pour y faire face s’oriente sur des recherches d’économie d’énergie et en particulier sur celles d’origine carbonée ou sur la capture et la séquestration du carbone lors de leur usage. Non, les ressources ne sont pas finies parce qu’elles sont une création continue de l’homme. Elles dépendent principalement de trois facteurs : du niveau de technologie, c’est-à-dire de la capacité à y accéder, de son prix relatif qui permet d’en faire une ressource économiquement rentable, et enfin du degré de développement scientifique qui permet de sélectionner ce qui pourrait devenir une ressource utilisable. Le stock de ressources, loin d’être une donnée constituée une fois pour toutes, est en perpétuelle réévaluation et surtout en augmentation régulière car l’empilement joue souvent plus que la substitution. Ainsi en matière d’énergie le bois de feu reste encore une ressource utilisée par des milliards d’hommes sur la planète et coexiste avec le charbon, le pétrole, le gaz, le nucléaire, l’hydraulique, l’éolien et le solaire.

Le progrès technique permet l’accès à toujours plus de ressources. Les puits de pétrole seront exploités jusqu’à la dernière goutte. Le précieux liquide sera extrait des gisements de pétroles lourds auparavant délaissés ou sera recherché à plusieurs milliers de mètres sous la surface des mers, choses inimaginables il y a encore quelques décennies. En plus cet accès a permis de couvrir les roches reposant sur le lit océanique, ces fameux nodules polymétalliques. En Afrique, les réserves d’énergie hydraulique ne sont exploitées qu’à 8 %. Les capacités géothermiques le sont à 1 %. Ces gisements de ressources ne peuvent être qu’en forte croissance. Le prix relatif indique si l’exploitation de la ressource peut être rentable, comparé à celui des ressources substituables. Par exemple l’exploitation des gaz de schistes n’aurait d’intérêt économique que si le baril de pétrole dépassait 50 $. En dessous de ce prix, les sociétés qui se lancent dans ce type d’exploitation risqueraient la faillite et le gaz de schiste ne pourrait plus rester une ressource vendable parce que son coût serait trop élevé.

Mais le gisement de ressources potentiellement le plus élevé trouve sa source dans le progrès scientifique. Celui-ci, par ses découvertes, «invente» littéralement des ressources jusqu’alors insoupçonnées. Il a fallu que l’homme perce le secret de l’atome pour que l’uranium qui gisait sous nos pieds depuis des centaines de millions d’années devienne d’un seul coup une ressource recherchée car ouvrant la porte au nucléaire et à tous ses usages. Le pétrole, qui a longtemps servi à s’éclairer et à se chauffer, est devenu une ressource essentielle dès lors que la machine à vapeur a été inventée ou que sa combustion a révolutionné les transports par l’invention des moteurs dont l’usage dans les machines a révolutionné l’industrie en soulageant la peine de l’homme. Ces progrès ont permis également de prendre conscience de l’intérêt des terres rares. On désigne par là 17 métaux aux propriétés électromagnétiques très recherchées dans les technologies de pointe : voitures hybrides, énergies renouvelables, électronique et armement, essentielles aujourd’hui à la fabrication des composants utilisés dans les véhicules électriques, les lasers et les nanotechnologies, les téléphones mobiles, les ordinateurs, le verre industriel de haute qualité ou encore les dispositifs photovoltaïques. Ces terres rares sont très dispersées dans le monde. La Chine, qui en regorge au point de concentrer la moitié des stocks mondiaux, s’est vite imposée comme le principal producteur et les a largement commercialisées. Mais on en trouve en abondance en Bolivie, en Argentine, au Chili. Les ressources se créent parce que les acteurs économiques, financiers, industriels et scientifiques leur donnent ce statut. On comprend pourquoi la géographie des ressources et la géopolitique qui en découle sont en continuel mouvement. On l’aura compris, le véritable problème auquel l’humanité est confrontée n’est pas celui de l’épuisement des ressources mais celui de leur utilisation à l’origine de pollutions transformant la planète en immense poubelle. Dans de tels écosystèmes dégradés, l’homme ne peut plus survivre.

Ces questions nourrissent de multiples débats. Dans un récent appel environ 15 000 scientifiques proclament que la croissance continue de la population serait devenue le principal moteur de nombreuses menaces écologiques et même sociales. Cette question taboue n’avait plus été abordée depuis la conférence mondiale sur la population qui s’était tenue au Caire en 1994. L’impasse est ici faite sur la façon dont la population vit, produit, consomme, se déplace, c’est-à-dire sur les modes de vie qui seraient susceptibles de générer un développement durable dont les trois piliers reposent sur l’efficacité économique, le souci de l’environnement et l’équité sociale. Bref, il s’agirait d’isoler les êtres humains de leur façon de vivre. C’est contraire à ce qu’enseigne toute l’histoire du monde. Si la population était restée «chasseur-cueilleur» et n’avait pas bifurqué vers un mode de vie «éleveur-agriculteur», la planète n’aurait jamais été capable de voir sa population s’élever. Le concept d’économie verte – ou de capitalisme vert – qui avait connu un engouement lors de la conférence de Rio + 20 visait à enlever le troisième pilier du développement durable. C’est bien une double régressionqui se profile : stigmatiser l’excès de population et supprimer la dimension sociale du développement. Tout ceci rappelle les thèses malthusianistes qui sont au coeur des appels à la décroissance dont on ne nous a jamais dit où elle devait s’arrêter. Ce triptyque – produire plus, répartir mieux, préserver l’avenir – ne pourra pas se décliner sans tensions ou lectures antagonistes.

L’enjeu est de résoudre, autrement que par l’arrêt du développement, le conflit latent entre une croissance sauvage et un environnement viable. Ainsi la notion de développement durable s’est-elle trouvée attaquée de plusieurs côtés. Les tenants de la décroissance n’y voyant qu’une façon habile de redonner un aspect présentable à la croissance économique indéfinie, tandis que les populations du Sud craignent qu’en son nom, on puisse brider le développement de sociétés, notamment de celles qui sont le moins avancées économiquement. Mais un danger majeur guette toute avancée substantielle sur ces questions et notamment sur le climat. L’ampleur des efforts à faire pour changer de trajectoire est immense. Il ne s’agit rien moins que de rompre avec un régime d’accumulation et du paradigme technoéconomique qui lui est rattaché pour s’engager vers des sociétés décarbonées. Des moyens considérables devront être mobilisés. Comment imaginer, alors que les objectifs du «Millenium» sont loin d’être atteints, que tous ceux qui sont victimes, ici et maintenant, des pires maux qui frappent la planète accepteront facilement que soient «détournés» ces moyens au bénéfice de générations futures, alors que la question qu’ils affrontent est celle de leur survie au quotidien ? Vouloir les associer au sauvetage du climat sans satisfaire dès à présent leurs besoins pressants les plus essentiels ne saurait conduire qu’à l’impasse. Ces préoccupations n’ont pas qu’une dimension mondiale et ont été pointées en France par le mouvement des «Gilets jaunes» qui a fait apparaître le hiatus entre la «fin de mois» et la «fin du monde».

*Article paru dans la revue Recherches internationales Site : http://www.recherches-internationales.fr/*

* Immigration

*Par Jacques-Robert Simon*

Le 27 Octobre 1985 Jacques Chirac Maire de Paris débat avec Laurent Fabius Premier Ministre au sujet de l’immigration. Chirac propose une extrême fermeté car, selon lui, 42% des délinquants sont étrangers, un tiers des gens en prison, 73% des trafiquants de drogue. Il propose en conséquence l’expulsion des clandestins et des contrôles d’identité rendus efficaces grâce à une carte infalsifiable... Fabius, à une ou deux exceptions, donne son plein accord à ces propositions. La part des immigrés dans la population n’a cessé d’augmenter depuis la fin de la seconde guerre mondiale, avec cependant une «pause» entre 1970 et 2000 suivie d’une forte augmentation ensuite. Aux élections présidentielles de 1974 Le Pen obtint 0,75%, sa fille obtiendra 34% au second tour de ces mêmes élections.

Immigration, la simple utilisation du mot permet à chacun de fourbir ses armes pour abattre l’adversaire*.* Les immigrés eux-mêmes ont peu à voir avec ce comportement : il s’agit de bannir les uns, bénir les autres, afin de délimiter des camps : les populistes et les progressistes, par exemple.Et si tous, malgré les dires et les postures, n’étaient animés que par leur seul intérêt ?

Il est maintenant acquis qu’il existe deux France qui ne se connaissent pas ou plus, qui n’ont plus les mêmes repères, qui n’habitent pas au même endroit, qui n’ont pas les mêmes revenus et le même bagage culturel. Nous les nommerons CSP+ ou CSP- (CSP : catégorie socioprofessionnelle) par souci de concision. Les CSP+ occupent les échelons les plus hauts de la pyramide sociale, ils ont un bagage universitaire important et des revenus en conséquence. Ils habitent dans les centres villes où ils peuvent retrouver des semblables dans des lieux sociaux taillés sur mesure alliant cuisine exotique raffinée, décor minimaliste, musique branchée, lectures du jour. Ils se sont détournés des valeurs traditionnelles (famille, religion, patrie) auxquelles ils n’attachent plus aucune importance pour se consacrer à l’optimisation des relations et des plaisirs. Ils font du sport, du jogging, de la patinette, du vélo et fréquentent volontiers les clubs de fitness (surtout pour y faire des rencontres). Ils téléchargent avec avidité les applications derniers crus qui leur permettent de découvrir de nouvelles réalités virtuelles. Ils votent massivement pour Macron et sont repliés sur eux-mêmes malgré une apparente ouverture car même à l’étranger ils ne fréquentent que leur monde.

Les CSP- sont des ouvriers et des employés vivant dans la grande périphérie des métropoles. Leur salaire oscille entre 1 et 1,5 fois le SMIC. Les plus âgés ont pour idole Johnny Halliday, les plus jeunes préfèrent Lady Gaga (Are you happy girl…). Ils ne vont jamais au Musée, peu au cinéma, ne lisent pas, boivent souvent beaucoup, utilisent communément le shit pour apaiser les moments d’angoisse. Ils utilisent leur voiture pour aller travailler souvent à plusieurs dizaines de kilomètres de leur domicile. Ils n’ont jamais vraiment cru en une justice divine mais ils faisaient jadis semblant, ils ont davantage adhéré au Parti qui se disait leur représentant, mais ce temps est fini. Ils ont adopté les mœurs de l’époque sans se rendre compte qu’elles n’étaient pas taillées à leur mesure, qu’elles les fragilisaient plus qu’elles les satisfaisaient. Les CSP- votent FN (maintenant RN). Les réactions à un apport important de populations étrangères vont être très différentes selon que vous êtes CSP+ ou CSP-, non pas parce que les uns seraient génétiquement plus humanistes et à même de faire des analyses intelligentes que les autres, simplement parce que les deux catégories vont suivre leur intérêt.

Un apport de populations étrangères au sein d’une Nation a toujours, au moins dans un premier temps, engendré des réactions d’hostilités. Entre 1815 et 1914 près de 16 millions d’italiens émigrent vers les Etats-Unis ou les pays européens dont la France. L’Italie connaît un fort accroissement de sa population et son économie ne peut pas résorber l’afflux de main d’œuvre : les italiens en sont réduits à "voler ou émigrer" selon les dires. Les «italiens» sont prêts à accepter des rémunérations moins importantes et des conditions de travail plus rudes que les français et sont perçus par ces derniers comme des concurrents. La main-d'œuvre exogène, selon les économistes, permet de «fluidifier» le marché du travail. Une flexibilité accrue est nécessaire, selon eux, pour rester compétitifs face aux marchés externes.

Les réactions de rejet des immigrés italiens sont nombreuses. Ainsi par exemple, en juin 1881, les «Vêpres marseillaises» voient, durant quatre jours, des foules passionnées faire la chasse aux Italiens faisant 3 morts et 21 blessés. La parenté des cultures et des religions ne permet pas de vaincre ou de tempérer les élans xénophobes des populations autochtones. En Lorraine sidérurgique, l’activisme syndical des «italiens» se heurte à l'hostilité ouverte d'une fraction des ouvriers lorrains, moins sensibles qu’eux à l'internationalisme. La presse décrit alors l'italien comme un "voyou" ou comme un "anarchiste". A Aigues-Mortes en août 1893, c’est en brandissant le drapeau français que la population poursuit les Italiens.

Ainsi, la réaction des ouvriers de l’époque, loin de la crise de 1929 et de la montée du nazisme, s’explique tout simplement par la défense de leurs intérêts. Le recours à une main d’œuvre étrangère permet aux employeurs de faire pression sur les salaires et de s’assurer les services d’ouvriers et d’employés plus dociles.

De nos jours, la présentation n’est bien sûr pas faite ainsi et on parle plus volontiers de réformes "pro-business", visant à libérer les entreprises des "rigidités" qui pèsent sur leur compétitivité, et des mesures sont prises : plafonnement des dommages et intérêts en cas de licenciement illégal, organisation de plans de départs volontaires en dehors des plans sociaux, possibilité donnée aux entreprises multinationales faisant des bénéfices de procéder à des licenciements dans leurs filiales françaises…. Le problème n’est donc pas entre les tenants de la vertu, des droits de l’Homme, de l’ouverture au monde et des gens sans morale, xénophobes, refermés sur eux-mêmes : il s’agit plus prosaïquement d’intérêts contradictoires qui s’affrontent lorsque l’on parle d’immigration.

Il est acquis que les chefs d’entreprise sont en faveur d’une large immigration et ils sont toujours intervenus auprès de leurs représentants politiques pour qu’il en soit ainsi. Ainsi G. Pompidou dira à propos des immigrés réclamés par le patronat : «ils en veulent toujours plus !». Les mêmes politiciens dits de droite dénoncent pourtant avec force les méfaits de l’immigration qui ébrèche l’identité nationale (selon eux). Les opposants politiques dits de gauche s’en tiennent à une posture humaniste qui économiquement dessert la fraction du peuple dont il se réclame, ce qui ne les empêche pas eux non plus de soutenir la compétitivité des entreprises par les moyens appropriés, dont l’immigration : les cadres supérieurs ont besoin de nounous, de femmes plus jeunes que l’ancienne, de bâtiments pas trop chers bâtis par des gens mal payés…

Un exemple frappant de racisme inapparent et chic concerne la *gentrification* des centres villes. Il n’est évidemment pas question que des cadres aillent injurier des pauvres (blancs, arabes ou noirs) au pied de leurs immeubles pour pouvoir prendre leur place dans leur logement devenu vacant. Par contre, il est possible de mettre un terme aux quotas de logements sociaux, de remplacer des baux à durée indéterminé par d’autres à durée limitée, de ne plus contrôler l’augmentation des loyers, de laisser les prix de l’immobilier monter d’une façon vertigineuse pour augmenter la rentabilité des investissements… et en quelques années tout au plus, les CSP++ expulsent les plus démunis d’une ville avec les formes que requiert une exquise éducation.

Le racisme anti-pauvres, caché par les flots verbaux de discours moralisateurs, se retrouve également quand il s’agit d’offrir les meilleures chances aux enfants de CSP+ pour «réussir» leur vie, la vie. Aucun n’envisage évidemment que leur progéniture puisse être cantonnier. Il existe d’excellents, de bons et de moins bons établissements scolaires. L'affectation d'un élève dans une école maternelle, une école élémentaire ou un collège relevant de l'enseignement public obéit à la sectorisation : les élèves sont scolarisés dans l'établissement scolaire correspondant à leur lieu de résidence. Principe de justice, tentative de lutter contre toute ségrégation. Mais «on» pense et ‘on’ affirme que les populations ‘défavorisées’ *«tirent les classes vers le bas»* ! Alors «on» triche ! Avec la loi ! Avec les principes républicains ! Avec la plus élémentaire morale ! «On» falsifie des factures EDF, «on» inscrit l’enfant à des cours de trombone, «on» se fait domicilier chez une vieille marraine, «on» emménage fictivement chez un parent d’élève… ou «on» va dans le privé. L’humanisme est un idéal disent-ils, mais il faut bien s’empoigner avec la réalité.

Reste l’identité nationale revendiquée par une très large partie de ceux qui constituent les décideurs de toujours. Il est vrai que les puissants ont toujours su séparer le temporel du spirituel, et que cela ne coûte rien de clamer son attachement aux valeurs de la France si on peut faire *en même temps* des affaires. L’identité nationale se trouve être défendue verbalement par les CSP-, bien plus que par leurs co-nationaux. *«Seul le malheureux voit des miracles»* et la République une et indivisible en est un puisqu’elle inscrit à son fronton «Liberté, Égalité, Fraternité» idéal inaccessible, presque utopique, mais boussole indispensable à toute société. Les CSP- y croient, les autres ne croient plus en rien.

Il est souvent revendiqué que la culture, le savoir représentent une voie d’accès vers la sagesse qui seule permet de guider les peuples. On sait au moins depuis 1974 qu’il n’en est rien. René Dumont à l’époque proposait comme nécessaire tout ce qui se révèle indispensable aujourd’hui : les économies d'énergie, la coopération avec les pays en développement, la protection et la remédiation des sols… toutes choses qui furent noyés dans les agitations de l’instant, instants qui permettaient d’être élus, réélus, d’être confortés dans ses privilèges, qui permettaient à une classe supérieure qui ne rêve de rien d’autre que de rester supérieure de croire qu’elle y parvenait. Il est maintenant acquis que ceux qui prônent la proximité des productions et de la consommation, la valorisation du faire sur le faire-faire, la préservation des tissus culturels populaires ou non sont porteurs du seul avenir possible. Le choix a été fait de produire de plus en plus n’importe quoi en d’énormes quantités mais de médiocre qualité au prix d’une ruine de l’art des manuels. Que de temps perdu à éponger une prétendue soif de consommation que l’on mettait tant de soin à susciter. Que de temps perdu à faire entrer dans une machine à broyer ceux qui n’avaient que leur force de travail à proposer, permettant aux uns de dominer et les autres à perdre leur dignité.

Nos élites nous ont fait perdre un demi-siècle en pillant tout ce qui pouvait être pillé, en asservissant tout ce qui pouvait être asservi, en ruinant tout ce qui pouvait être ruiné : l’environnement comme le sens civique. D’élection en élection, en se raccrochant au «moins pire des candidats, on pensait éloigner un peu les périls que tous savaient menaçants. Que de temps perdu en luttes de pouvoirs, en batailles de coqs, en rodomontades stériles, alors que les temps nécessitaient efforts et grandeur : *« Ce sont les élites [qui ont déliré] qui délirent, pas les gens ordinaires. »*

* Trop Tard

*Par Hervé Mesdon*

Un soir chez Yvonne et Tommy, tout en découpant dans un magnifique jambon italien de fines tranches succulentes, Tommy nous raconta l'histoire d'un bègue à la terrasse d'un café.  
Le garçon: qu'est-ce que j' vous sers?  
Le bègue: Un ca… ca… ca… café puisque j'a… j'a… j'arrive jamais à dire une b… une b… une bière.  
Le garçon (rigolard): Mais vous l'avez dit! Vous venez de dire "bière". Vous voulez une bière?  
Le bègue (furieux): Non, tr… tr… trop tard!

Quelques jours plus tôt, Dominique m'avait raconté ceci en rentrant du boulot. C'était au cours d'une séance de travail en lecture avec une fillette de 6 ans rebelle à l'application de toute consigne donnée et ne supportant pas en outre que tout ne soit rempli. Sur une fiche de lecture, la fillette devait entourer le mot "chat" chaque fois qu'elle le voyait. Elle commença. Elle entoura correctement 3 ou 4 mots "chat". Puis transgressant la consigne qui sans doute l'angoissait en l'empêchant de tout remplir, elle se mit à entourer d'autres mots.

Dominique: Arrête! Regarde! Est-ce que c'est chat, ce mot?

La fillette: Non.

Dominique: Tu vois tu t'es trompée. Fais attention.

La fillette: (se remettant avec frénésie et un plaisir évident à entourer au hasard): Trop tard!

Me revient encore en mémoire une autre histoire de "trop tard". C'était peu de temps après la mort de mon père. Toute sa vie, sans avoir été un bouffeur de curé, mon père avait affiché son scepticisme quant à la religion. Quand il mourut la question ne se posa même pas et il fut enterré civilement. Quelques jours après l'enterrement, mon frère me dit qu'il n'était pas sûr que notre père finalement n'aurait pas souhaité "passer par l'église". Avec une sorte de jubilation qui m'étonna moi-même, je lui répondis: "trop tard!"

Trop tard! Trop tard! Trop tard! Tous ces "trop tard" qui, tous, punissent: autopunition du bègue, punition de celle qui avec sa fiche lui créait l'angoisse pour la fillette, punition posthume de ce père avec lequel les relations n'avaient pas toujours été simples. J'ai le sentiment qu'autrefois le "trop tard" avait la banale légèreté d'une simple notation temporelle. Le temps faisait des boucles et paraissait arrêté. On n'était jamais vraiment trop tard. On se répétait parce que le temps se répétait et on avait plaisir à se répéter: on faisait ce qu'avait fait son père, on avait plaisir à faire aujourd'hui ce qu'on avait fait hier et il était rassurant de penser qu'on le ferait encore demain et que d'autres après nous le feraient aussi. C'était des fines modulations de la répétition que venait le plaisir. Répéter avait le goût du bonheur. Aujourd'hui trop tard, trop tard pour tout. Trop tard pour inventer ce qui a déjà été inventé, dire ce qui a déjà été dit, faire ce que des millions d'autres avant nous ont déjà fait. Trop tard! Trop tard! Faire du neuf. Nouveau Roman, Nouvelle Vague, Nouvelle Economie, Nouveaux Philosophes, Nouveaux Riches et Nouveaux Pauvres. Seule la nouveauté a sens et valeur et nous pauvres déboussolés nous nous essoufflons à courir après des trains que nous loupons les uns après les autres. Trop tard! Trop tard!

***Réchauffer la banquise***

**Publication**: Jean-Luc Gonneau **Rédaction en chef** : João Silveirinho **Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, Claude Soufflet **Conception**: Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray. **Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* - 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** jlgonneau-lagauchecactus@orange.fr **Internet :** http://www.la-gauche-cactus.fr/SPIP/

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

**Elles/ils écrivent dans La Banquise :**

*David Hassan Abassi, Mina Ahadi, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Gilles Alfonsi, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey\*, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Atilio A. Boron, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chikirou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Fabienne Courvoisier, Jacques Cros, Andy Crups, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Elisabeth Dès, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi, François Esquer, Sylvain Ethiré, Marcel Etienne, Michel Evrard, Jacques Fath, Elsa Faucillon, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Jean-Luc Gonneau, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Jacques Grieux, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux\*, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Saül Karsz, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Denis Langlet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, René Lenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Jean-François Le Scour, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Chloé Maurel, Nora Merlin, Hervé Mesdon\*, Georges Michel, Mick et Paule, Patrick Mignard, Tarik Mira, Yvonne Mignot-Lefebvre, Fatiha Mlati, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Alain Mouetaux, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy\*, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Patrice Perron, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Rafael Poch, Michel Portal, Thomas Posado, Gérard Prémel, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Anne-Cécile Robert, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam\*, Otavio Santos, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Cristina Semblano, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, João Silveirinho, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth\*, Christophe Ventura, Marie-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers\*, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Laure Zudas, Nadine Zuili…*

*\*Hélas décédé-es*

**Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :**

*Paul Alliès, René Assandri, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Maurice Lemoine, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Patrick Mignard,*

*Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili …*

**Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise :**

*Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, ChristianeTaubira*

Bonus : Glané dans le Journal People de Benoist Magnat





John Willems



Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org/SPIP](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de l’humour en plus !